STATUTS
DE LA MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE D'EVREUX

TITRE I - But de l'Association

Article 1 : Dénomination, durée, siège social.

Il est créé à EVREUX, une Maison des Jeunes et de La Culture, association d'éducation populaire régie par la loi du 1er juillet 1901, dénommée : Maison des Jeunes et de la Culture d'EVREUX.
Sa durée est illimitée.
Son siège social est situé 1, avenue Aristide Briand 27000 EVREUX.
Il pourra être transféré en tout autre lieu sur décision de son conseil d'administration et sera ratifié par l'assemblée générale suivante.

Article 2 : Vocation.

Cette association a pour but la création, la gestion et le contrôle, de la Maison des Jeunes et de la Culture d'Evreux.
Elle a pour vocation de favoriser l'autonomie et l'épanouissement des personnes, de permettre à tous d'accéder à l'éducation et à la culture, afin que chacun participe à la construction de la citoyenneté.

Article 3 : Valeurs & Mission

La MJC adhère à la déclaration des principes des MJC de France, jointe aux présents statuts. La MJC est une association laïque. Elle est ouverte à tous, sans discrimination, permettant une relation conviviale entre les participants. Respectueuse des convictions personnelles, elle s'interdit toute attache avec un parti, un mouvement politique, une confession. La MJC respecte le pluralisme des idées et les principes de laïcité mis en avant dans les valeurs républicaines. Elle contribue à la création et au maintien des liens sociaux.
La démocratie se vivant au quotidien, la MJC a pour mission de créer et d'animer des lieux d'expérimentation et d'innovation sociale. De telles actions, de tels services, encouragent l'initiative, la prise de responsabilité, l'adaptation et une pratique citoyenne. Les actions en direction des jeunes et avec les jeunes sont une part importante de sa mission. Elle propose des activités et services divers aux enfants et à leurs familles.

Article 4 **: Moyens d'action.**

La MJC peut mettre à la disposition du public, dans le cadre d'installations diverses, avec le concours de professionnels salariés ou de bénévoles, des activités et actions de loisirs, d'insertion, d'animation, de formation, dans le domaine socioculturel, culturel, social, sportif et économique.
A l'écoute de la population, la MJC participe au développement local en agissant en partenariat avec les collectivités locales et territoriales. Elle formalise un projet associatif répondant à ses missions et ses valeurs et l'évalue régulièrement.

Article 5 : Affiliation.

La MJC D'EVREUX adhère à l'association Des MJC de Normandie. Elle peut en outre adhérer à toute fédération, union et association dans le respect des présents statuts. La MJC est adhérente des fédérations sportives correspondantes à ses activités sportives engagées dans la compétition. (La liste de ces activités sportives et les fédérations concernées sont citées dans le règlement intérieur). La MJC, dans le respect de ses propres valeurs, applique les règles déontologiques du sport définies par le CNOSF. Elle respecte les règles d'encadrement, d'hygiène et de sécurité applicables aux disciplines pratiquées par ses membres et définies par la loi.

Article 6 – Adhésion à l'Économie Sociale et Solidaire et utilité sociale

L'association s'inscrit dans le champ de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) au sens de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire. Elle remplit les conditions fixées à l'article 1 de cette loi, notamment par la poursuite d'un but autre que le seul partage des bénéfices, une gouvernance démocratique et une gestion conforme aux principes de l'ESS.
Conformément à l'article 2 de cette même loi, l'association poursuit un objectif d'utilité sociale, défini par son engagement en faveur de l'accès à la culture pour tous, à l'insertion sociale et professionnelle, à la mobilité, à des actions éducatives et à des actions d'intervention sociale adaptées aux besoins de la population et du territoire.
Elle inscrit son action dans le cadre des dispositions de l'article L. 3332-17-1 du Code du travail, en ayant pour finalité un impact social significatif en faveur des personnes en situation de fragilité, de la cohésion territoriale et du développement durable.
En conséquence, l'association s'engage à respecter les principes de l'ESS et à réinvestir la majorité de ses excédents dans la réalisation de son objet social.

TITRE II - Administration et fonctionnement

Article 7 : Composition de l'Association. Sont membres de l'association :

- Les adhérents âgés de 16 ans régulièrement inscrits,
- Les adhérents âgés de moins de 16 ans (non électeurs) inscrits à une activité étant représentés par un de leurs parents ou tuteurs ayant autorité parentale.
- Les membres de droit définis à l'article 12,
- Les membres associés, L'admission des membres associés est proposée à l'assemblée générale par le conseil d'administration.
- Les membres d'honneur : ce titre peut être décerné par le CA aux personnes qui rendent ou qui ont rendu des services signalés à l'association. Ce titre leur confère le droit de faire partie de l'assemblée générale

  Les membres de droit, les membres associés et les membres d'honneur ne sont pas tenus de payer une adhésion annuelle.

Article 8 : démission, radiation.

La qualité de membre de l'association se perd :

- par non-paiement de la cotisation
- par démission,
- par décès,
- par radiation, sur décision du conseil d'administration
- par radiation pour faute grave, prononcée par le conseil d'administration, étant considéré comme faute grave, tout préjudice matériel ou moral à l'association. Avant toute mesure

de radiation fondée sur une faute grave, l'intéressé est invité à présenter sa défense devant le conseil d'administration. A cet effet, il est convoqué par lettre recommandée avec un temps de préavis d'au moins 15 jours.

Article 9 : Le directeur/la directrice de la MJC

IL/Elle exécute les décisions du Conseil d'Administration avec lequel il/elle anime la mise en œuvre du projet associatif et siège à toutes les instances avec voix consultative. IL/Elle est le conseiller technique des administrateurs et peut bénéficier de délégations spécifiques plus ou moins étendues du Conseil d'Administration si ce dernier le décide, en fonction du poste occupé. Les éventuelles délégations de pouvoirs sont définies par le règlement intérieur.

Article 10 : Assemblée générale ordinaire.

L'assemblée générale ordinaire se réunit sur convocation du Président/de la Présidente en session, une fois par an. C'est l'organe souverain de la MJC et ses décisions s'imposent. L'assemblée générale se compose des membres de l'association comme prévu à l'article 8 des présents statuts. La convocation et les documents soumis au vote de cette assemblée doivent être communiqués aux adhérents quinze jours au moins avant sa tenue.

1/ Rôle.

- Elle a pour mission de délibérer sur le rapport moral et d'orientation et sur les autres questions portées à l'ordre du jour par le conseil d'administration.
- Elle se prononce sur le rapport financier, les comptes de l'exercice clos (Comprenant un compte de résultat et un bilan) et le budget de l'exercice suivant.
- Elle fixe le taux de la cotisation d'adhésion annuelle des membres adhérents électeurs et des membres âgés de moins de 16 ans.
- Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés.
- Elle désigne, au scrutin secret, parmi ses membres adhérents à jour de leur cotisation, les élus au conseil d'administration pour trois ans. Elle peut les révoquer si la question figure à l'ordre du jour.
- Elle désigne le ou les commissaires aux comptes, conformément aux règles légales en vigueur. Son bureau est celui du conseil d'administration.

2/ Sont électeurs les membres de l'association régulièrement inscrits :

- Ayant acquitté l'adhésion et les cotisations dues.
- Ayant 16 ans révolus à la date de l'assemblée générale.
- Le représentant légal des enfants de moins de 16 ans adhérents (celui-ci dispose d'autant de voix que de mineurs qu'il représente).

3/Sont éligibles les membres de l'association régulièrement inscrits :

- Ayant acquitté l'adhésion et les cotisations dues.
- Ayant 16 ans révolus à la date de l'assemblée générale.
- Le représentant légal des enfants de moins de 16 ans adhérents

4/ Sont inéligibles le personnel salarié ou mis à disposition de l'association, et tout prestataire (ayant effectué plus de 3 prestations) ou bénéficiaire d'honoraires de la MJC.

Article 11 : Composition du Conseil d'Administration

L'association est animée et administrée par un conseil d'administration ainsi constitué :
1/ Les membres de droit ayant voix consultative :

Le Maire de la commune D'EVREUX ou son représentant.
Le Président/La Présidente de l'agglomération Evreux Porte de Normandie ou son représentant
Le Président/La Présidente du département de l'Eure
Le Président/La Présidente de la Région Normandie
Le Préfet
Le Directeur/la Directrice de la CAF
Le Président/La Présidente des MJC de Normandie

2/ Facultativement de 5 à 10 membres associés élus par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration ayant voix consultative :

- Des personnes morales, représentants des associations culturelles, sportives ou sociales.
- Des personnes choisies en raison de compétence particulière.

3/ Des membres élus par l'assemblée générale

De 12 à 24 membres élus reflétant la composition de celle-ci en particulier s'agissant de l'égal accès des hommes et des femmes et des jeunes dans cette instance.
Les membres élus sont renouvelables par tiers tous les ans par l'assemblée générale. Les membres sortants sont rééligibles.
En cas de vacance, le conseil d'administration pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par l'assemblée générale qui suit. Les pouvoirs des membres ainsi cooptés prennent fin au moment où devrait expirer normalement le mandat des membres remplacés.
Les membres du conseil d'administration doivent être âgés de plus de 18 ans. Ils n'assistent pas aux délibérations les concernant.

4/ Le directeur/la directrice de la MJC D'EVREUX sans voix délibérative est invitée permanente des réunions du conseil d'administration.

5/ de 1 à 2 représentants du personnel quand ils existent et désignés par leurs pairs sans voix délibérative

Article 12 : Réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du Président/de la Présidente :

- En session normale, au moins une fois par trimestre,
- En session extraordinaire lorsque son bureau le juge nécessaire ou sur demande du tiers de ses membres.

La présence du tiers de ses membres est nécessaire pour la validité de ses délibérations. Il est tenu procès verbal des séances.

Les délibérations sont prises à la majorité absolue des voix des membres présents ou représentés. En cas d'égalité, la voix du Président/de la Présidente est prépondérante. Le droit de vote des représentants des collectivités publiques au sein du conseil d'administration doit tenir compte de la législation en vigueur.
Les membres du conseil d'administration ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées. Toutefois, ils peuvent être indemnisés pour frais réels.

Article 13 : Désignation du bureau.

Le conseil d'administration désigne parmi les membres élus, au scrutin secret et pour un an, son bureau qui doit comprendre au moins : un Président/une Présidente, un ou plusieurs vice-Présidents/vice-Présidentes, un/une Secrétaire, un Trésorier/une Trésorière.

Article 14 : Compétence du conseil d'administration

Le conseil d'administration est responsable de la marche générale de l'association. En particulier :

a) Il est le collectif employeur des salariés appointés par l'association. ~~A ce titre il décide sur tous les aspects du contrat de travail qui le lie à ses salariés.~~ Il donne son accord pour la nomination du directeur, de la directrice, de leurs adjoints, de tout autre salarié soumis au statut de cadre et des personnels mis à disposition par d'autres organismes ou collectivités. Il peut, en outre, décider de leur remise à disposition auprès de leur collectivité employeur dans le cadre des conventions signées avec elle. Il décide des licenciements et donne son accord pour les procédures de rupture conventionnelle.
b) Il décide des conventions ou des contrats signés avec une tierce partie. Il peut le cas échéant les dénoncer.
c) Il est responsable de la mise en œuvre des orientations votées par l'assemblée générale.
d) Il arrête le budget, établit les demandes de subventions et à réception, il les utilise selon les règles en vigueur et se donne les moyens d'en rendre compte.
e) Il décide du montant de la participation des adhérents aux activités et services.
f) Il approuve le compte de résultat, le bilan et le rapport financier à proposer à l'assemblée générale annuelle.
g) Il approuve le rapport moral et fixe les orientations à soumettre à l'assemblée générale annuelle.
h) Il élabore, décide et évalue, les actions et les activités pédagogiques de l'association. Il lui est rendu compte de leur mise en œuvre.
i) Il désigne ses représentants dans les fédérations et réseaux dont il est membre, et, s'il y a lieu, ses représentants à la Fédération ou Union départementale.
j) Il est tenu procès-verbal des séances, les procès-verbaux sont signés par la ou le président(e) et la ou le secrétaire, après approbation de ceux-ci par l'instance suivante.
k) Les délibérations du conseil d'administration relatives aux acquisitions, échanges et aliénations des immeubles nécessaires au but poursuivi par l'association, constitution d'hypothèques sur lesdits immeubles, baux excédant neuf ans, aliénation des biens dépendant du fonds de réserve et emprunts, doivent être soumises à l'approbation de l'assemblée générale.

Tous les autres actes permis à l'association sont de la compétence du conseil d'administration.

Article 15 : Compétence du bureau.

Le bureau assure la gestion courante de la MJC, il se réunit aussi souvent que l'association l'exige sur convocation du président.
La ou le président(e) représente la MJC dans tous les actes de la vie civile et est investi de tous les pouvoirs à cet effet. Il décide notamment des embauches dans le respect des compétences attribuées au conseil d'administration. Il est également le signataire des divers actes nécessités par les procédures de licenciement et de rupture conventionnelle. Il assure de manière générale la gestion collective et individuelle des salariés de l'Association ainsi que le pouvoir disciplinaire du personnel salarié de l'Association.
Une délégation de tout ou partie des pouvoirs du Président peut toutefois être confiée, sur décision

du Conseil d'administration, au directeur/directrice ou à un administrateur/administratrice pour une durée déterminée ou indéterminée. Cette délégation de pouvoirs, si elle existe, est formalisée et détaillée dans le règlement intérieur de l'association adopté par le conseil d'administration dans les conditions visées à l'article 17 des présents statuts.
La ou le vice-président(e) assiste la ou le président(e) dans l'exercice de ses fonctions et le remplace en cas d'empêchement.
Le secrétaire est chargé des convocations. Il établit ou fait établir le procès-verbal des réunions (bureau, conseil d'administration, assemblée générale). Le secrétaire est responsable de la conservation et de l'organisation des documents significatifs pour l'association, tels que les statuts, les procès-verbaux, les factures, et les contrats, pour n'en citer que quelques-uns. Il rend ces documents accessibles aux membres, partenaires ou au public dans le cadre défini par les statuts ou la législation. Il est aussi en charge de garantir la protection des données personnelles conformément au RGPD.
c) La ou le trésorier(e) établit ou fait établir sous sa responsabilité, les comptes de la MJC. Il procède, à l'exécution des dépenses, la direction étant le gestionnaire.
Avec l'autorisation du conseil d'administration, la ou le président(e) peut déléguer partiellement ses pouvoirs, sous sa responsabilité, à un ou plusieurs mandataires, membres ou non du conseil d'administration.

L'association est représentée en justice et dans les actes de la vie civile par le représentant légal ou par toute autre personne dûment mandatée par lui à cet effet. Le représentant légal de l'association doit jouir du plein exercice de ses droits civils et politiques.

Article 16 : Assemblée générale extraordinaire.

L'assemblée générale, se réunit en session extraordinaire sur la décision du conseil d'administration ou sur la demande du quart au moins des membres qui la composent. Elle ne délibère valablement que si la moitié des membres est présent ou représenté. L'assemblée générale se compose des membres de l'association comme prévu à l'article 8.
Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première réunion, une deuxième assemblée est convoquée quinze jours à l'avance et elle délibère valablement, quel que soit le nombre des présents ou représentés.
C'est le règlement intérieur qui détermine les règles d'attribution des mandats et des pouvoirs.

Article 17 : Règlement intérieur.

Le règlement intérieur est de la compétence du conseil d'administration tant concernant son adoption que son application. L'assemblée générale ordinaire est alors informée des modifications apportées à celui- ci.

Il précise les éléments suivants pour L'assemblée générale :

- Quorum
- Modalités de vote
- Nombre de mandats de représentation des membres du CA
- Amendements ou motions aux statuts

Il précise les éléments suivants pour le Conseil d'administration :

- Quorum
- Modalités de vote
- Modalités de réunion
- Fréquence des conseils d'administration

Il précise les éléments suivants pour le Bureau :

- le renouvellement des membres du bureau
- la limitation des mandats de ses membres.

Il précise les éventuelles délégations de pouvoirs.

Il précise tous les éléments permettant la bonne marche de l'association, notamment les éventuelles délégations de pouvoirs.

TITRE III - Ressources annuelles

Article 18 : Ressources de l'association.

Les recettes annuelles de l'association se composent :

- Des cotisations et adhésions de ses membres,
- Des recettes et entrées des spectacles vivants organisés par l'association,
- Des dons de particuliers ou d'entreprises privées dans le cadre du mécénat,
- Des subventions de l'Europe, l'Etat, des collectivités locales ou territoriales,
- De services faisant l'objet de contrats ou de conventions,
- Des produits de ses prestations aux membres,

De toute autre ressource dans la limite des dispositions légales et réglementaires.

Article 19 : Règles comptables.

Il est tenu une comptabilité selon les normes du Plan Comptable Général et les règles comptables spécifiques demandées par les instances compétentes, faisant apparaître annuellement un compte de résultat, un bilan et une annexe.
La MJC se donne les moyens de pouvoir justifier chaque année auprès du Préfet du département, du délivrant l'agrément jeunesse et éducation populaire, collectivités locales et territoriales et autres financeurs de l'emploi des fonds provenant de toutes les subventions publiques accordées au cours de l'année écoulée.

Il est constitué un fond de réserve ou est versé, chaque année en fin d'exercice, la partie des excédents de ressources décidé par le Conseil d'Administration.

Article 20 : Affectation des résultats.

Les résultats de l'exercice sont affectés par vote à la majorité simple lors de l'assemblée générale ordinaire annuelle.

TITRE IV - Modifications des statuts, dissolution

Article 21 : Modifications des statuts.

Les statuts ne peuvent être modifiés que lors d'une assemblée générale extraordinaire dûment convoquée à cet effet selon les modalités décrites à l'article 17. Le texte des modifications sera tenu à la disposition des adhérents de la MJC, quinze jours avant la tenue de l'assemblée. L'assemblée générale extraordinaire statuant sur la modification des statuts est souveraine.

Article 22 : Dissolution.

La dissolution ne peut être prononcée que lors d'une assemblée générale extraordinaire convoquée spécialement à cet effet, selon les modalités décrites à l'article 17. La dissolution est prononcée à la majorité des présents ou représentés. L'assemblée détermine la destination des biens restant à l'actif de l'association, sans que ceux-ci ne puissent être redistribués entre les membres en dehors de la reprise de leurs apports personnels.
En cas de dissolution, l'assemblée générale extraordinaire désigne un ou plusieurs liquidateurs, chargés de la gestion de l'association et de la dévolution de ses biens conformément aux décisions de l'assemblée générale extraordinaire

TITRE V – Formalités administratives

Article 23 : Obligations légales.

Les délibérations de l'assemblée générale prévues aux articles 22 et 23 sont immédiatement adressées au Préfet.

Article 24 : Déclaration et registre obligatoire.

Conformément à la loi du 1er juillet 1901, chaque année, le Représentant légal doit accomplir toutes les formalités de déclaration dans le délai de 3 mois qui suit la décision prise en assemblée générale, de tous les changements survenus dans l'administration et notamment la composition du bureau à la préfecture où l'association a son siège social.

Il doit être tenu, au siège social, un registre où sont inscrites les modifications apportées aux statuts et dans l'administration de l'association.

TITRE VI – Différends

Article 25 : **Clause d'arbitrage.**

En cas de difficultés, différents ou litige, à propos de l'application, l'exécution, ou de l'interprétation des présents statuts, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux civils compétents, (juridiction de proximité, tribunal d'instance et tribunal de grande instance de Bonneville), mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...).

Statuts adoptés et validés en assemblée générale extraordinaire le _____

Président(e)	Vice-Président(e)

Déclaration MJC De France 